



**PRÉFÈTE
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Tours, le 9 novembre 2022

Mobilisation des services de l'État pour l'hébergement et l'accès au logement des personnes vulnérables

Aujourd'hui a lieu à la préfecture une réunion de mobilisation de l'ensemble des acteurs de la « Veille Sociale » de l'hébergement d'urgence (plan hiver).

Au plus fort de la crise sanitaire, environ 800 personnes ont été hébergées dans des dispositifs d'urgence gérés par l'État.

À ce jour, ce sont plus de 600 places pérennes et 140/145 places hôtelières qui sont ouvertes.

Pour rappel, l'évolution du nombre de place d'hébergement d'urgence en Indre et Loire ces dernières années (doublement en 10 ans) :

Année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Places pérennes	304	332	376	424	441	469	488	502	597	608

Il faut ajouter à cela les récentes places d'hébergement d'insertion contribuant à sortir des publics de la rue : « La Maison » (20 places pour des « grands exclus ») et « Un Chez Soi d'Abord » (20 places, toutes occupées, et projection à 23 en fin d'année et une cinquantaine fin 2023 pour des personnes à la rue présentant des problèmes psychiques).

Pour rappel, l'évolution des crédits dédiés par l'État à l'hébergement et au logement (BOP 177) sur 10 ans :

Année	Budget
2013	7 257 877 €
2014	7 626 618 €
2015	7 927 354 €

**Contact presse
Service départemental
de la communication interministérielle**

Emérentia FOUQUET / Coralie LELOUP
Tél. : 02 47 33 10 05 / 02 47 33 10 06
Mél : pref-relations-presse@indre-et-loire.gouv.fr

2016	7 996 588 €
2017	9 209 479 €
2018	10 196 069 €
2019	10 539 076 €
2020	11 798 390 €
2021	14 297 816 €
2022*	14 442 634 €

* au 28/10/22 (avant levée de la réserve mais intégrant la revalorisation salariale « Ségur »).

Malgré cette mobilisation, le nombre de refus au 115 par manque de places a augmenté ces dernières semaines, dépassant régulièrement la centaine. L'ouverture fin octobre d'une vingtaine de places d'hôtels aux familles les plus vulnérables a permis de réduire le nombre de refus.

Néanmoins, la pression demeure forte. Dans ce contexte, une vingtaine de places d'hôtels supplémentaires pour femmes et familles avec enfants est mise à disposition du 115 dès ce mardi 8 novembre pour toute la période hivernale.

S'agissant des hommes isolés, un dispositif de prise en charge de 25 places est à l'étude et devrait se concrétiser dans les prochains jours.

Cette mobilisation renouvelée pour l'hébergement d'urgence s'inscrit dans les orientations du ministre délégué à la politique de la ville et au logement, Olivier KLEIN, et du projet de loi de finances 2023.

« Nous avons décidé d'augmenter le budget tel qu'il était prévu pour pouvoir maintenir le nombre de places, autour de 197 000 places », « Avant le Covid on avait 150 000 places, en 2017 on avait 120 000, donc on avait déjà obtenu un niveau de place d'hébergement très important ».

Mais au-delà de l'urgence, il convient de souligner la mobilisation des services de l'État et des acteurs locaux de l'hébergement et du logement pour l'accès au logement des ménages vulnérables dans le cadre de la politique prioritaire du « logement d'abord ».

A titre d'illustration, sur la dernière année 706 personnes sans domicile ou en hébergement d'urgence ont ainsi pu accéder à un logement social, dépassant l'objectif assigné de 658.

Pour mémoire enfin, l'État finance localement 700 places pour demandeurs d'asile.

Par ailleurs, à la mi-octobre, 215 ukrainiens étaient hébergés par l'État, sans empiéter sur les places d'hébergement d'urgence. 246 personnes avaient accédé à du logement plus autonome.

Contact presse
Service départemental
de la communication interministérielle

Emérentia FOUQUET / Coralie LELOUP
Tél. : 02 47 33 10 05 / 02 47 33 10 06
Mél : pref-relations-presse@indre-et-loire.gouv.fr